

TS H5 UNE GOUVERNANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEPUIS LE SOMMET DU G6 DE 1975

Introduction :

1975 : réunion en France de 6 pays du bloc occidental (RFA, EU, France, RU, Italie, Japon) ; situation économique mondiale / période d'instabilité économique = G6

Dès 1944, mise en place de cadres nouveaux destinés à établir une gouvernance économique mondiale = **modèle idéal reposant sur la mise en place de règles internationales pour encadrer l'économie mondiale et favoriser la croissance économique globale, avec un souci d'équité** [Garantir l'ordre éco se révéla donc une des conditions nécessaires et indispensables pour assurer la paix à l'échelle mondiale / crise écon 29 : dictatures européennes, nazisme]

Accords de Bretton-Woods, FMI, BIRD, accords du GATT.

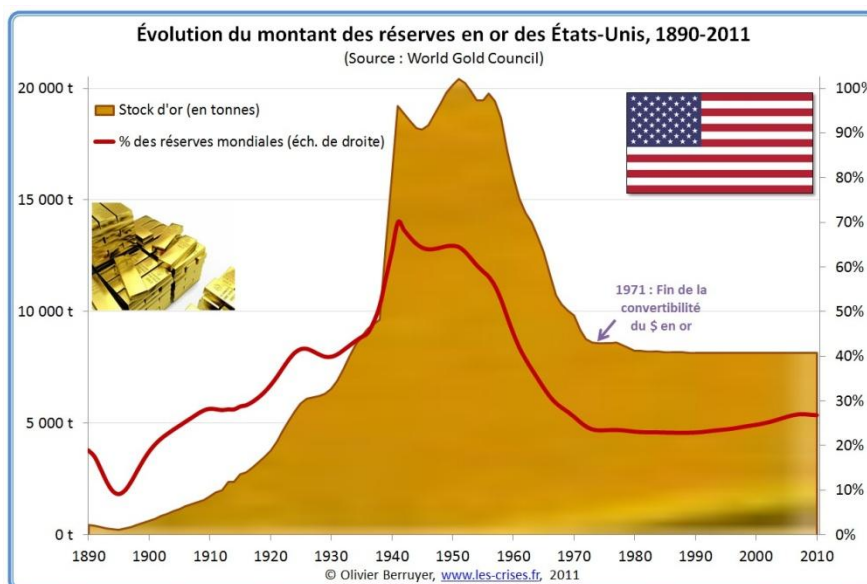
A partir des années 1970, avec l'entrée dans une nouvelle phase de la mondialisation et l'apparition de nouveaux défis mondiaux (crises éco, puissances émergentes, défis environnementaux), ces institutions apparaissent insuffisantes. Et sont amenées à évoluer.

Problématique : En quoi la gouvernance économique mondiale a-t-elle progressé depuis 1975 ?

I. 1975-1990 : UNE GOUVERNANCE REMISE EN CAUSE

A. De graves crises

Un système économique mondial de plus en plus instable à partir des années 1970



1970's : fin de l'ordre économique mis en place au lendemain de la 2^oGM avec la conférence de Bretton Woods [1944 = fixation des règles monétaires. Chaque Etat s'engage à définir la valeur de sa monnaie en or ou en dollar afin d'éviter l'instabilité / dollar convertible en or]. Ce système qui reposait sur la création d'institutions internationales (BIRD, FMI) et sur le rôle pivot des EU est remis en cause du fait des difficultés de l'économie EU, des chocs pétroliers et de l'accélération de la mondialisation.

Désormais, la valeur des monnaies fluctue librement, ce qui rend le marché mondial de capitaux très instable.

- chocs pétroliers, 1973 et 1979 : hausse importante du prix du pétrole → destabilisation pays occidentaux → inflation ↘ production ↗ chômage

La libéralisation d'une économie désormais mondialisée

Face à ces difficultés à la fin des années 1970, des **solutions néolibérales** sont apportées aux EU par les Républicains (R. Reagan) et au RU par les conservateurs (M. Thatcher), fondées sur la réduction des impôts et la **dérégulation des échanges** (suppression des réglementations économiques afin de libérer les prix, encourager la concurrence et favoriser l'investissement privé).



Margaret Thatcher,

Ronald Reagan

- privatisation des entreprises publiques ; libéralisation des mouvements de capitaux et de services financiers ; réduction des dépenses de l'État dans les services publics.

Elles se diffusent en Europe occidentale puis dans les pays du Sud par l'action du FMI et du GATT.

- fin 1970's : **accélération du processus de mondialisation** [progrès techniques : transports maritimes, conteneurisation / télécommunications]

- **division internationale du travail** : produits fabriqués dans les pays qui présentent le meilleur avantage comparatif, par exemple les pays du Sud pour tout ce qui nécessite beaucoup de main d'œuvre / délocalisations (pays du Nord vers les « dragons », nouveaux pays industrialisés d'Asie (NPIA), puis les pays émergents notamment la Chine).

- chute rapide et continue des droits de douanes ainsi que les transports rapides et bon marchés permettent même de profiter de la spécialisation de chaque pays pour fabriquer des pièces d'un même produit dans différents pays avant de le faire assembler dans un « pays atelier » à faible coût de main d'œuvre. Cette **décomposition internationale du processus productif** complexifie considérablement les flux commerciaux.

Les acteurs privés (FTN, banques, agences de notation -entreprise chargée d'évaluer la capacité d'un emprunteur (État ou entreprise) à faire face au remboursement d'une dette-) **acquièrent de plus en plus d'influence sur le fonctionnement de l'économie mondiale et cherchent à s'émanciper de la gouvernance des États et des institutions internationales.** Les mouvements de capitaux se libéralisent et les FTN multiplient leurs filiales à l'étranger.

- révolution de l'informatique et des télécommunications ; multiplication des flux transnationaux (biens, capitaux, informations) = remise en cause du contrôle des États sur l'économie.

B. A la recherche d'une nouvelle coopération internationale

Du G6 au G7 : le retour des États

- 1975, création du G6 = concertation sur les problèmes économiques internationaux.
- groupe des 6 (G6), élargi en 1976 au Canada (G7 = volonté des États de retrouver une influence face aux nouveaux acteurs privés de la gouvernance économique mondiale, en cherchant à relancer une coordination internationale des politiques monétaires et commerciales.

Un nouveau rôle pour le FMI :

Jusqu'en 1980, grâce au recours abondant à des prêts internationaux facilement accordés par des banques privées en l'absence de contrôle du FMI, les pays du Sud ont pu limiter les effets des chocs pétroliers et de la crise économique mondiale. Mais leur endettement atteint des records, si bien qu'en 1982, le Mexique annonce qu'il est incapable de rembourser sa dette, suivi par de nombreux pays débiteurs.

Cette crise de la dette conduit à la restauration de l'autorité du FMI, soutenu par la Banque mondiale. Le FMI intervient dans ces pays pour rééchelonner leur dette et apporter des aides au développement mais impose en retour des mesures drastiques de réduction des dépenses publiques, de déréglementation, de privatisations, sous la forme de **Programmes d'Ajustement Structurel (PAS)**.

C: Mais des difficultés persistantes

Des résultats médiocres

G7 = groupe informel de discussion ; accusé d'écarter les autres États de la gestion économique mondiale, **club des pays les plus riches** (mondialisation libérale profitant d'abord aux PID sans tenir compte des intérêts des pays du Sud qui réclament un « nouvel ordre économique mondial »)

Le GATT, dépourvu de moyens de sanctions, ne peut empêcher la mise en place de mesures protectionnistes comme les quotas d'importations, utilisés par les PID pour se protéger de la concurrence des PED.

Un dialogue Nord-Sud décevant :

La mise en oeuvre des **PAS**, suscite de **fortes contestations**. Certains, comme **Joseph Stiglitz** (EU, conseiller économique du président Clinton de 1992 à 1995, vice-président de la Banque mondiale de 1997 à 2000 et qui a fréquemment exprimé son désaccord avec la politique de celle-ci. Il prône une réforme des règles de l'économie mondiale et du fonctionnement de la gouvernance économique afin de promouvoir une mondialisation soucieuse d'un développement plus équitable), les jugent responsables de l'aggravation des

difficultés des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud : réduction dépenses publiques (santé, éducation, protection sociale...) , développement de ces pays bloqué , sans pour autant leur permettre d'émerger de la crise de la dette, dont le montant global ne cesse d'augmenter dans les années 1980. C'est pourquoi **les pays du Sud protestent contre une gouvernance qui s'accompagne du maintien, voire d'une accentuation des écarts de richesse et de développement entre pays**, qui ne fait qu'aggraver leur pauvreté et réclament une annulation partielle ou totale de leur dette.

Une économie mondiale incontrôlable

- Volonté des PED de jouer un rôle + important dans les processus de gouvernance économique mondiale...MAIS création d'organisations régionales (Mecosur en 1991) = tendance à la multipolarité dans laquelle les pays les plus pauvres restent marginalisés.
- **mouvements spéculatifs de grande ampleur**, instabilité monétaire permanente (krach boursier de 1987, rechute de l'économie mondiale entre 1989 et 1993). Les États et les institutions internationales semblent incapables de les éviter.
- G7... mais pas de réelle politique commune de gestion des défis posés par la mondialisation.
Nécessité d'une gouvernance économique mondiale, plus conforme aux exigences du DD exposées dans le rapport Brundtland en 1987.

II. DEPUIS 1991, LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE ECONOMIQUE

A. Un nouveau contexte

L'effondrement du bloc communiste

- 1991, fin GF (dissolution URSS), victoire des EU et de leurs valeurs → poids majeur dans les organisations internationales / idéologie libérale.

Symbole = réunions annuelles du FEM (Forum économique mondial) de Davos où se retrouvent les nombreux acteurs de la gouvernance économique mondiale (dirigeants politiques, chefs d'entreprises, représentants d'ONG...), tous attachés au libéralisme.

- 1998, G8 + Russie

La mondialisation prend alors un nouvel essor : les échanges internationaux s'intensifient, aussi bien commerciaux que financiers.

Des acteurs en nombre croissant

- **affirmation des pays émergents** 1990's (Chine, Inde, Brésil)/ remise en cause du leadership des PID.

- acteurs non étatiques comme les FTN, les banques, les ONG... acquièrent une influence grandissante dans l'économie mondiale et participent également aux prises de décision.

La montée des contestations

- **gouvernance néolibérale fortement combattue par un grand nombre d'acteurs qui critiquent son fonctionnement et les décisions prises.**

1990's : apparition du **mouvement altermondialiste** qui cherche des alternatives à la mondialisation libérale perçue comme néfaste sur le plan économique, social et environnemental. (mouvement hétérogène opposé à la mondialisation libérale, accusée

d'aggraver les inégalités sociales, politiques et économiques, et qui propose d'instaurer de nouvelles formes de gouvernance plus démocratiques et plus équitables)

- Depuis 2001, ils organisent chaque année un Forum social mondial dans un pays du Sud pour concurrencer le Forum économique mondial qui a lieu chaque année à Davos, une station de luxe en Suisse et qui accueille patrons de FTN et hommes politiques de premier plan.

Le mouvement altermondialiste est cependant très divers, sans chef, même si quelques personnalités (José Bové) ou associations dominent comme ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne). Des ONG très connues se rapprochent de leurs idées notamment dans le domaine environnemental (Greenpeace, WWF, etc.) ou social.

- Crise de 2008, nouveaux mouvements citoyens qui réclament une gouvernance plus démocratique

- « Les Indignés » en Espagne

- « Occupy Wall Street » mvt né à NY en 2011 et qui proteste contre les dérives du capitalisme financier.

- Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot



L'eurodéputé José Bové, condamné, en 2012 par la cour d'appel de Poitiers pour le fauchage de deux champs d'essais de maïs OGM Monsanto, le 15 août 2008 dans la Vienne.



Protesta del movimiento 15-M en la plaza de Catalunya de Barcelona en mayo de 2011. / MARCEL·LÍ SERRA

Le mouvement des Indignés, en Espagne, mai 2011

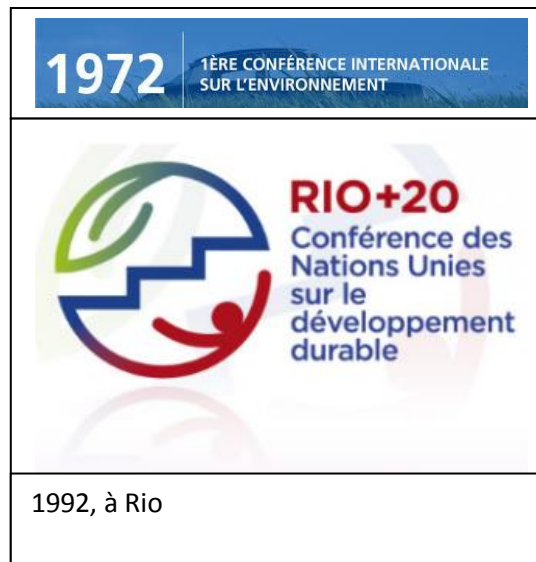


2011, les Indignés made in NY

t
r
a
n
s
i
t
i
o
n

La nécessité de la prise en compte de l'environnement

- 1970's amorce prise de conscience écologique. Dans son rapport *Les limites de la croissance*, l'économiste Dennis Meadows montre en 1972 qu'il est impossible de maintenir une croissance économique importante alors que les ressources sont en limitées.



La même année est organisé le 1^{er} **Sommet de la Terre** qui depuis lieu tous les dix ans. L'édition de 1992 à Rio marque un tournant avec la signature de trois importantes conventions internationales (sur les changements climatiques, sur la diversité biologique et sur la lutte contre la désertification ainsi que le programme Agenda 21). En 2002 à Johannesburg le sommet est centré sur la notion de développement durable et montre une prise de conscience généralisée.

- **1997 protocole de Kyoto** mesures pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Mais les pays émergents ne faisaient alors pas partie des négociations, or c'est notamment leur croissance qui inquiète.

Depuis les années 1990 et la prise de conscience des dangers d'un changement climatique, **une gouvernance environnementale** s'est donc ajoutée à la gouvernance économique. Mais la plupart des conférences menées depuis celle de Johannesburg en 2002 ont été des échecs - **efforts largement insuffisants selon les militants écologistes**. + responsabilité des FTN surconsommation des sociétés développées (voire la provoquent) au détriment des espaces naturels, et des sociétés moins développées qui subissent les conséquences écologiques de cette exploitation des ressources de la terre.

B. Une réorganisation de la gouvernance économique mondiale

La naissance de l'OMC

- efficacité accords du GATT : de 1947 à 1972 les droits de douanes sont passés de 40 % du prix des produits importés à 10 % en moyenne.

- 1995, GATT remplacé par l'OMC = **Organisation mondiale du commerce**.

Objectif = libéralisation du commerce mondial des biens et des services. Négociations pour la réduction des droits de douanes et les autres règles qui empêcheraient un produit de circuler librement (barrières non tarifaires, par exemples règles de sécurité, normes, etc.). Un Organe de règlement des différends (ORD) permet aux États de régler pacifiquement les problèmes rencontrés dans leurs relations commerciales.

L'OMC peut sanctionner le non-respect du libre-échange. Rassemblant près des 2/3 des pays de la planète, elle est une institution majeure de la nouvelle gouvernance économique mondiale.

Du G8 au G20

ponds grandissant des puissances émergentes du Sud dans l'éco mondiale... mais G8 !!!

1990's succession de crises financières

(Mexique, crise asiatique, Russie, Brésil)

1999 : création du G20

- reflète mieux l'organisation polycentrique de l'économie mondiale.
- rassemble chaque année les ministres des finances des principales économies de la planète pour évoquer les questions financières et monétaires.
- chefs d'États et de gouvernements + ministres des finances
- grandes questions financières et monétaires à l'échelle mondiale
- pôle de concertation sur les réformes économiques internationales à mener à long terme (renforcement des moyens d'intervention du FMI, pression sur les paradis fiscaux, projet de taxation des transactions financières).



Depuis 2008, le G20 apparaît comme la principale réunion internationale où les puissances du Nord et du Sud sont représentées en nombre équivalent ce qui en dit beaucoup sur les changements économiques qu'a apporté la mondialisation.

C Mais des obstacles à une véritable gouvernance économique mondiale subsistent

Pas de véritable solution aux crises de l'économie mondiale

- crises aggravées par l'interdépendance croissante des économies
- crise des subprimes (crédits accordés à des emprunteurs qui n'ont pas une capacité de remboursement suffisante) qui touche les EU à partir de 2008 confirme ces risques : cette crise concerne les domaines bancaire, boursier, financier, s'étend au monde entier et s'aggrave en 2010 du fait de l'endettement important de certains PID.

Le modèle libéral n'est pas remis en question.

Des États plus concurrents que partenaires

La concurrence exacerbée entre les États a rendu plus difficile les prises de décisions collectives en matière de libéralisation du commerce, de DD ou de solutions à apporter au problème de la dette en Europe. Le fonctionnement de l'OMC est régulièrement paralysé par les oppositions entre États et reste dominé par les PID.

Le G20 peine à trouver des solutions concrètes aux problèmes économiques ou financiers.

Ces échecs témoignent de la difficulté à mettre en place une gouvernance économique mondiale efficace et consensuelle.

Très souvent, on reste encore à de simples déclarations d'intention plus qu'à de véritables décisions. Les États participants raisonnent encore en termes d'intérêts nationaux.

Conclusion :

Depuis 1975, la mise en place d'une gouvernance économique mondiale se fait de façon chaotique : les institutions mises en place après la 2^oGM ne parviennent pas à répondre aux problèmes liés à la fin du système de Bretton Woods, à la crise économique du milieu des années 1970 et aux chocs pétroliers. Les États cherchent plutôt des solutions nationales à leurs difficultés, d'autant plus que la libéralisation des échanges encouragée par le GATT, les met en concurrence les uns avec les autres.

La fin de la Guerre froide permet l'extension du capitalisme libéral, mais l'émergence de certains pays du Sud, un nombre croissant d'acteurs ainsi que la prise de conscience des effets néfastes de la mondialisation sur l'environnement, obligent à repenser cette gouvernance mondiale que tous souhaitent plus démocratique. L'économie mondiale connaît un tournant de son histoire.

Le libéralisme atteint des limites : de nouvelles règles communes sont nécessaires mais les puissances peinent à fonctionner de concert. Chacun essaie de protéger ses intérêts (protectionnisme) et, si chacun constate la nécessité de la mise en oeuvre d'un DD ou d'un contrôle de circulation des capitaux, peu de mesures sont prises.

La mise en place d'une nouvelle gouvernance économique mondiale reste délicate et de nombreux obstacles sont encore à surmonter. Que dire d'une gouvernance économique durable (économiquement viable, socialement équitable et écologiquement vivable) ?